



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 26 avril au 2 mai 2019

Le 3 mai 2019

## Résumé

**Afghanistan** : La Banque asiatique de Développement (BASD) prévoit, en Afghanistan, une croissance d'environ 3% à l'horizon 2020. Les interventions cumulés de la BASD atteignent par ailleurs près de 5,6 Mds \$ en 2018.

**Bangladesh** : Aviation civile – Le marché, qui a doublé en seulement sept ans, reste difficile pour les compagnies internationales et locales. Eau/assainissement – Tensions à Dhaka autour de la qualité de l'eau et du sous-apvisionnement.

**Bhoutan** : Les prix à la consommation ont progressé en février de 3% en glissement annuel.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : La croissance du PIB aurait connu un ralentissement sur l'exercice budgétaire 2018-19 selon le Ministère des Finances. La production des industries lourdes a marqué un net rebond en mars. L'indice PMI des directeurs d'achat du secteur manufacturier marque un nouveau ralentissement en avril. Fitch a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'exercice 2019-20. Les ventes de véhicules de passagers ont connu une baisse en rythme annuel en mars. Atonie du trafic aérien intérieur de passagers en mars.

*Finances publiques* : La collecte issue de la GST aurait atteint 1 130 Mds INR (14,6 Mds €) en avril.

*Politique monétaire et financière, autres informations* : Le nouveau Code des faillites peine encore à afficher de réels résultats. Les emprunts commerciaux extérieurs des groupes indiens (ECB) ont atteint 2,8 Mds \$ en février. Le gouvernement reporte de nouveau la mise en place de mesures tarifaires à l'encontre des exportations américaines au 16 mai.

**Maldives** : Recul des transferts financiers de migrant sortants en 2018. Croissance des arrivées touristiques au premier trimestre 2019.

**Népal** : Signature de l'accord de transit et d'utilisation des ports avec la Chine. Les recettes des administrations centrales ont progressé de 17,5% alors que les dépenses des administrations centrales étaient quant à elles estimées à 520 Mds NPR à la mi-mars. Le solde budgétaire était ainsi excédentaire de 8,9 Mds NPR (71 M€) après huit mois d'exécution budgétaire.

**Pakistan** : Nouvelle mission du Fonds monétaire international au Pakistan. Le Pakistan parmi les 20 Etats les plus dépensiers en matière de défense. Décélération des rapatriements de bénéficiaires et de



dividendes au cours des neuf premiers mois de l'exercice budgétaire 2018/19. Visite officielle du Premier ministre pakistanais en Chine.

**Sri Lanka** : L'inflation poursuit son accélération en avril. Montant record d'investissement étranger à Sri Lanka en 2018. Millenium Challenge Corporation (MCC) approuve un don de 480 M USD pour Sri Lanka.

## AFGHANISTAN

- **La Banque asiatique de Développement (BAsD) prévoit, en Afghanistan, une croissance d'environ 3% à l'horizon 2020.** La situation sécuritaire, dans un contexte toujours marqué par la persistance d'instabilité politique, continue à peser sur l'investissement privé, et contraint ainsi la croissance. Le soutien des bailleurs de fond et la poursuite des investissements dans les infrastructures et la connectivité régionale apparaissent, selon la Banque, comme essentiels à l'équilibre d'une économie dont le secteur agricole, qui conserve un poids considérable, pourrait connaître un essor marqué à l'aune de meilleures conditions climatiques en 2019.
- Membre fondateur de la Banque asiatique de Développement en 1966 (avec une participation de 0,034% au capital et 0,35% des droits de vote), **les interventions cumulées en Afghanistan de la Banque asiatique de développement atteignent en 2018 près de 5,6 Mds \$** pour un ensemble de 169 projets. Ses interventions se sont historiquement concentrées sur les secteurs des transports (47,5%), de l'énergie (33%) et, dans une moindre mesure, dans le domaine agricole (13,1%), qui demeurent au cœur de sa stratégie-pays 2017-21. Cette stratégie porte sur trois piliers : (i) accroître les opportunités économiques et créer des emplois, (ii) le renforcement des institutions et des capacités humaines ; et (iii) lutter contre le changement climatique et augmenter la résilience climatique. Le montant d'investissement prévu sur 2018-2022 est de 887 M \$ sous forme de dons.

## BANGLADESH

- **Aviation civile – Le marché, qui a doublé en seulement sept ans, reste difficile pour les compagnies internationales et locales.** La compagnie singapourienne Scoot a récemment annoncé opérer son dernier vol depuis Dhaka le 29 avril 2019. La desserte du Bangladesh est un marché difficile pour les compagnies aériennes étrangères et de nombreux acteurs, notamment de British Airways et KLM, ont renoncé à desservir l'aéroport de Dhaka. En 2018, Fly Dubai et Etihad Airways ont également pris la décision d'y cesser leurs activités. Les compagnies aériennes font face à de nombreux problèmes : un prix du kérosène important, des frais de prise en charge au sol exorbitant (3000\$ par avion, au lieu d'environ 600\$ à Bangkok) et une mauvaise organisation des services sur place (sécurité, manque de passerelle aéroportuaire, etc.).

Ces problèmes touchent aussi les compagnies locales : quatre sociétés se partagent le marché des vols intérieurs, desservant 8 aéroports locaux. Biman Airlines, la compagnie nationale opérant depuis 1972 a été rejointe dans les années 2010 par Regent Airways (2010), Novoair (2013) puis US-Bangla Airlines (2014). Faisant face à des problèmes financiers depuis près de deux ans, Regent Airways a annoncé cette semaine la réduction de sa flotte de Boeing 737 de 6 appareils à 4. La compagnie doit notamment 1,9 Mds Tk (20 M€) aux autorités locales, pour des charges impayées. Les compagnies souffrent notamment d'un marché intérieur très concurrentiel qui tire les prix vers le bas et pousse les acteurs à s'internationaliser en desservant



l'Asie du Sud et le Moyen-Orient. Dans ce contexte, US-Bangla Airlines a réceptionné fin mars 2019 un ATR 72-600 neuf afin d'agrandir sa flotte. La livraison de 3 ATR supplémentaires est également prévue.

Regent Airways est détenu à 100% par le conglomérat bangladais Habib Group (<http://habibgroupbd.com/>). Novoir est une filiale du groupe Tusuka, principalement implanté dans le secteur textile (<https://www.tusuka.com/>). Enfin, US-Bangla Airlines est une filiale de US-Bangla Group (<https://us-bangla.com/>) dont les activités se tournent principalement vers l'immobilier. Malgré ces obstacles, le trafic international a doublé en 7 ans, passant de 5,56 M de passagers en 2010 à 11 M de passagers en 2017. Ce trafic est notamment absorbé par l'aéroport international Hazrat Shahjalal de Dhaka, qui a accueilli 7,5 M de passagers en 2017. Les experts s'attendent à ce qu'il accueille environ 12 millions de passagers d'ici 2022 et jusqu'à 22 millions d'ici 2035. L'aéroport a actuellement une capacité d'accueil annuelle de 8 millions de passagers et de 200 000 tonnes de marchandises. Un projet d'expansion en cours est prévu pour 2022 (ouverture d'un 3<sup>ème</sup> terminal dont le marché est en cours d'attribution) et portera la capacité à 20 millions de passagers et 500 000 tonnes.

- **Eau/assainissement – Tensions à Dhaka autour de la qualité de l'eau et du sous-approvisionnement.** Un rapport publié le 17 avril 2019 par Transparency International Bangladesh met en avant la très mauvaise qualité de l'eau et une offre très inférieure à la demande dans la capitale. D'après l'enquête, près de 45% des usagers ne reçoivent pas suffisamment d'eau par rapport à leurs besoins. Ce chiffre cache une très grande hétérogénéité en fonction des quartiers : de 19% dans les zones industrielles, il culmine à 72% dans les bidonvilles ; en passant par 46% dans les zones résidentielles. Le rapport pointe également la mauvaise qualité de l'eau, rapportant que 93% des personnes enquêtées retraitent l'eau afin de la rendre potable. Après l'affirmation du directeur de l'autorité de gestion de l'eau (DWASA) indiquant que 100% de l'eau était potable, des manifestations ont eu lieu plusieurs jours de suite devant le siège de l'organisation. Outre cette tension avec certains citoyens, la ville connaît une véritable situation de tension dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. La demande quotidienne s'établit actuellement entre 2,45 et 2,52 M m<sup>3</sup> d'après DWASA. L'autorité annonce produire 2,55 M m<sup>3</sup> par jour. Toutefois, le réseau public n'atteint pas les quartiers précaires et informels, qui représenteraient près de 30% de la population de la ville. De plus, le réseau d'alimentation est vieillissant et comporte de nombreuses fuites.

Trois projets importants permettront d'augmenter la capacité de production et de réduire la dépendance de la ville aux prélèvements dans les nappes phréatiques. Le projet de **Saidabad phase 3** (sud) permettra en 2023 de produire 450 000 m<sup>3</sup> additionnels. Ce projet est cofinancé par l'AFD, la KfW (Allemagne), DANIDA (Danemark) et la Banque Européenne d'Investissement. Le projet **Gandharbpur** (est), dont le marché a été remporté en mai 2018 par le consortium Suez Veolia, permettra de produire 500 000 m<sup>3</sup> d'eau. L'usine sera située à l'est de Dhaka et un pipeline long de 22 kilomètres acheminera l'eau jusqu'à la ville. Ce projet est financé par la Banque Asiatique de Développement et l'AFD. Enfin, un projet de 450 000 m<sup>3</sup> /jour est en cours à **Jashaldia** (sud), financé principalement par l'Exim Bank of China. Dans le secteur assainissement, le manque d'infrastructures est encore plus criant, la ville de Dhaka ne disposant que d'une seule station de traitement, située à Pagla (sud-est). DWASA prévoit la rénovation de cette station obsolète et la construction de 4 usines supplémentaires. Seuls les travaux de l'unité de Dasherbandi (est) ont d'ores et déjà débuté en août 2018. Financée par l'Exim Bank of China et le gouvernement, elle permettra de traiter 500 000 m<sup>3</sup> d'eaux usées dès sa mise en service prévue pour décembre 2019.



Ces tensions ont lieu dans un contexte de croissance démographique très forte (Dhaka et son agglomération devraient ainsi franchir en 2030 le seuil des 25 M habitants) et alors même que le Bangladesh a pris des engagements ambitieux en la matière dans le cadre des objectifs de développement durable.

## BHOUTAN

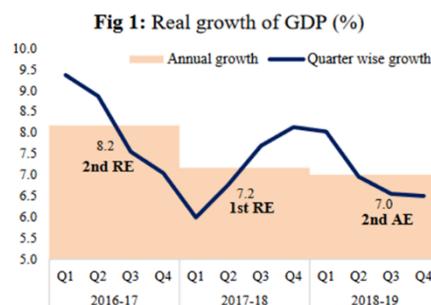
- **Les prix à la consommation ont progressé en février de 3% en glissement annuel** (- 0,1% par rapport à février). Ils repartent à la baisse après quatre mois d'augmentation selon le Bureau des statistiques. La hausse du prix des biens non-alimentaires, qui constituent 60% de la pondération de l'indice, à 3% (contre 2,8% en janvier) a été contrebalancée par la modération des prix des denrées alimentaires (+ 3,1% après avoir atteint 3,6% en janvier).

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **La croissance du PIB aurait connu un ralentissement sur l'exercice budgétaire 2018-19 selon le Ministère des Finances.** Après avoir atteint 7,2% sur l'exercice 2017-18, la croissance du PIB devrait ralentir à 7%, à prix constants, quant à l'exercice récemment clôturé (avril 2018 – mars 2019). A l'instar des estimations formulées par le Bureau des statistiques début février, cette estimation se base notamment sur la perspective d'un ralentissement de la croissance sur la deuxième moitié de l'exercice.

Le ralentissement de la croissance est notamment attribué au ralentissement de la consommation privée, mais également à la hausse timide de l'investissement alors que les exportations demeurent atones. Le MoF souligne par ailleurs les difficultés du secteur agricole, dont le ralentissement devrait également peser sur la croissance, dans un contexte où la part de la valeur ajoutée devrait de nouveau s'infléchir sur l'exercice courant. Le ministère des Finances indique également que l'appréciation du taux de change effectif pourrait entraîner, *in fine*, une dégradation de la compétitivité externe préjudiciable aux exportations de biens et de produits manufacturés.



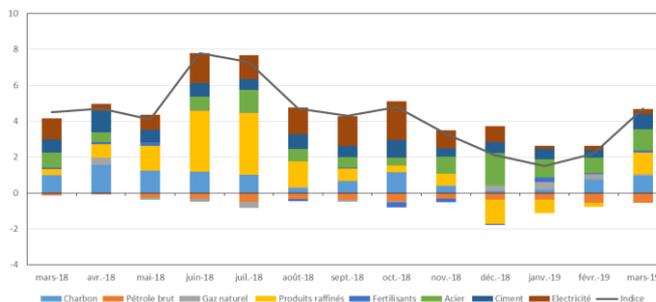
- **La production des industries lourdes a marqué un net rebond en mars.** Elle enregistre une progression de 4,7 % sur le mois après un essor de seulement 2,2 % en février et de 1,5 % en janvier. La croissance de la production des huit sous-secteurs industriels renseignés a ainsi atteint un pic de cinq mois et apparaît, selon les chiffres du ministère du Commerce et de l'Industrie, supérieure à la moyenne de 4,3% enregistrée sur l'année glissante. Sur les huit segments étudiés, qui représentent 40 % de la production industrielle, seulement deux ont enregistré des performances inférieures au mois précédent.





L'indice est principalement **tiré à la hausse par le dynamisme de la production de produits raffinés**, qui progresse de 4,3 % en glissement annuel, **et d'acier** (+6,7 %). On notera que la croissance de la première composante apparaît nettement plus marquée qu'au cours des précédents mois (-1,5 % en moyenne entre novembre 2018 et février 2019) tandis qu'à l'inverse, celle d'acier poursuit son orientation haussière et atteint son plus haut niveau depuis décembre 2018. La reprise de la production de **charbon** (+9,1 %, soit un pic de cinq mois) et de **ciment** (+15,7 %) s'est quant à elle également confirmée sur le mois : cette dernière composante enregistre notamment un essor sensiblement supérieur au mois de février (à 8% pour mémoire). On notera également la progression de 1,4 % de la production **d'électricité** en mars, légèrement supérieure à celle du mois précédent (+1,2 %).

Variation annuelle de l'indice des industries lourdes, par composante

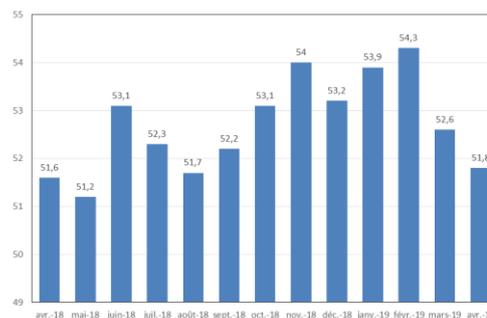


Les autres segments apparaissent atones sur le mois, à commencer par la production de **pétrole brut**, qui affiche une contraction de 6,2 % en glissement annuel, similaire aux mois précédent, ou à l'instar de la production de **gaz naturel**, qui ralentit à 1,4% en glissement annuel pour atteindre un étiage de quatre mois. Enfin, la production de **fertilisants** affiche une nette reprise à 4,3% pour une contribution légèrement positive.

**Sur l'exercice budgétaire 2018-19 (avril 2018 – mars 2019), la production des industries lourdes a enregistré une hausse de 4,3 %.** Cet essor apparaît similaire à celui enregistré lors de l'exercice précédent (+4,2 %). A cet égard, la production d'électricité apparaît comme la plus dynamique (+5 %, avec une contribution d'un point de pourcentage), à l'instar de la production de produits raffinés (+3,3% sur l'exercice, avec une contribution de 0,9 point). En outre, on relèvera le dynamisme de la production d'acier (+4,7%), de charbon (+7,6%) et de ciment (+13,4%) pour une contribution totale de 2,3 points pour ces dernières composantes. Les productions de gaz naturel et de fertilisantes demeurent nettement moins dynamiques en 2018-19 (respectivement +0,9 % et +0,7 %) tandis que celle de pétrole brut se contracte de 4,2 %.

- L'indice PMI des directeurs d'achat du secteur manufacturier marque un nouveau ralentissement en avril.** L'Indice *Nikkei Markit* ralentit ainsi à 51,8 points sur le mois contre 52,6 points en mars, soit son plus bas niveau depuis août 2018, bien qu'il demeure en territoire positif (au-dessus de 50 points) depuis juillet 2017. Sur le premier mois de l'exercice budgétaire 2019-20, l'indice affiche ainsi une modération de son rythme de croissance par rapport à sa moyenne sur l'exercice antécédent (52,8). Le ralentissement de la production manufacturière enregistrée en avril résulte principalement d'une modération de la demande intérieure selon l'enquête de *Markit Economics*. Ainsi, la croissance de la production de biens de consommation et de biens intermédiaires n'a pas pu balancer la contraction de la production de biens d'équipement en avril.

Evolution de l'indice PMI manufacture, 2018-19

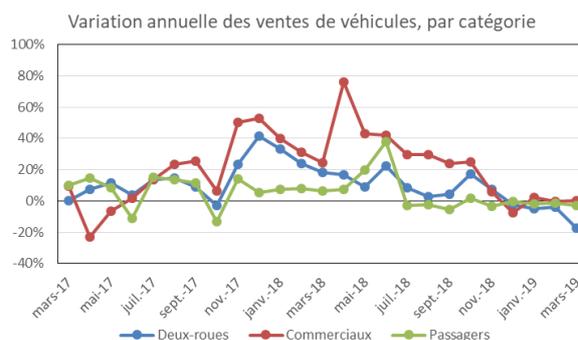




La mauvaise orientation du segment manufacturier s'est, en outre, traduite par un ralentissement du nombre de création d'entreprises en avril. L'enquête *Nikkei-Markit* souligne en outre que les commandes à l'export ont connu une croissance solide. Les entreprises manufacturières ont également mis en exergue un recul des pressions inflationnistes sur les intrants, qui s'est traduit par une hausse marginale des prix, en deçà de son niveau moyen de long terme. L'enquête souligne enfin que la confiance des entreprises demeure à l'aune de la fin du cycle électoral, avec notamment un essor attendu de la demande au cours des 12 prochains mois.

- **Fitch a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'exercice 2019-20.** Plus faibles que celles anticipées en début d'année, les prévisions du groupe Fitch prévoient ainsi une croissance de 7,3 % pour l'exercice qui vient de débuter. Le rapport indique que l'essor du PIB indien devrait être obéré par un recul de l'activité industrielle, dont notamment manufacturière, mais également par un ralentissement du secteur primaire alors que les prévisions météorologiques anticipent une mousson potentiellement inférieure aux normes saisonnières. En outre, le rapport précise que le processus de résolution des insolvabilités dans le cadre du nouveau Code des faillites demeure encore lent, ce qui devrait limiter la capacité d'investissement en capital fixe.
- **Les ventes de véhicules de passagers ont connu une baisse en rythme annuel en mars.** Elles se sont élevées à 291 806 unités sur le mois et enregistrent ainsi un recul de 3 % en glissement annuel, bien qu'en hausse de 7% par rapport au mois de février. De plus, les données de l'Association des constructeurs automobiles indiens (SIAM) mettent en exergue le ralentissement marqué des ventes de véhicules à deux-roues : les ventes de ces derniers ont ainsi atteint 1 440 678 unités en avril, soit une contraction de 17,3 % en rythme annuel. Les ventes de motos, indicateur avancé de la consommation rurale, ont notamment connu une chute de 14,2 % en rythme annuel, à 982 400 unités.

Les ventes de véhicules commerciaux, qui se sont élevées à 109 030 unités en avril, sont demeurées atones (+0,3% en glissement annuel), à l'instar des ventes de voitures, qui se sont établies à 177 900 unités, soit une baisse de 7%. Lorsque ces chiffres sont agrégés, l'Association souligne enfin que les ventes de véhicules motorisés, toutes catégories confondues, ont atteint 1 908 126 unités en mars, soit une baisse de 14,2 %.



Les ventes de véhicules motorisés apparaissent dans l'ensemble encore atones, sous l'effet du ralentissement des ventes de deux-roues sur les dix derniers mois, ce qui témoigne, pour l'instant, d'une modération de la demande en 2019.

- **Atonie du trafic aérien intérieur de passagers en mars.** Le nombre de passagers enregistrés sur des vols intérieurs s'est élevé à 11,6 millions sur le mois, soit un essor timide de 0,1% en glissement annuel selon les données de la Direction générale de l'aviation civile (DGCA). Le secteur demeure ainsi obéré par la crise financière de la compagnie Jet Airways. Par ailleurs, l'Inde afficherait une baisse de son taux de remplissage selon l'Association du transport aérien international (IATA).

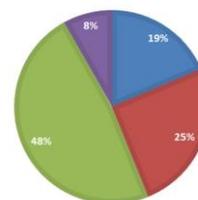


## FINANCES PUBLIQUES

- La collecte issue de la GST aurait atteint 1 130 Mds INR (14,6 Mds €) en avril**, soit un niveau record depuis le lancement du régime en juillet 2017 et une hausse de 10 % en glissement mensuel selon les données du Ministère des Finances. Le ministère a souligné que ce net accroissement pourrait être en partie imputable au paiement des arriérés fiscaux issus du dernier exercice. De ces recettes totales, 48 % sont issues de l'*Integrated GST* (547 Mds INR), 25 % ont été collectés via la *State GST* (288 Mds INR) et 19% à travers la *Central GST* (212 Mds INR). Enfin, les recettes issues des taxes supplémentaires (*cess*), appliquées aux biens et services de luxe et aux articles jugés nocifs pour la santé, se sont élevées à 92 Mds INR en avril.

RECETTES RECOUVRÉES AU TIRE DE LA GST, TOTAL (MDS INR)

■ Central GST ■ State GST ■ IGST (inter-Etats) ■ Surtaxes

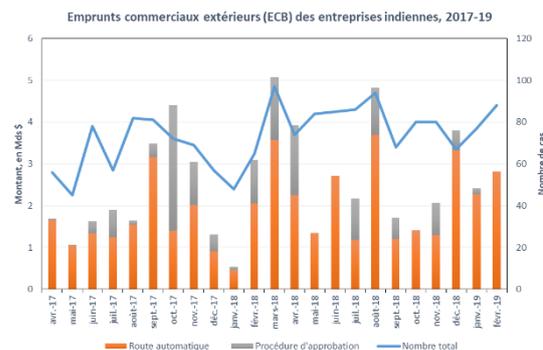


## POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

- Le nouveau Code des faillites peine encore à afficher de réels résultats.** Plus de deux ans après son entrée en vigueur (décembre 2016), le nouveau cadre juridique est encore loin d'apparaître comme une solution immédiate pour résorber les fragilités du système bancaire. Ainsi, selon la revue trimestrielle du IBBI (*Insolvency and Bankruptcy Board of India*), seulement 94 cas, sur un total de 1858 dossiers admis, ont actuellement débouché sur l'approbation d'un processus de résolution. A cet égard, on notera que le dernier trimestre étudié (janvier-mars 2019) a connu un nombre record de nouveaux dossiers avec 359 cas admis (pour 14 processus de résolution enclenchés), en lien notamment à la crise financière du géant IL&FS.

Le rapport révèle, par ailleurs, que 548 cas, soit près de 30% du total, ont dépassé la durée légale du processus de résolution de l'insolvabilité, fixée à 180 jours. Ce délai peut toutefois être prolongé de 90 jours sur décision du comité de créanciers avant que ne soit enclenché le plan de liquidation. A cet égard, on notera que 378 procédures de liquidation ont été lancées, dont 73 sur le dernier trimestre. L'absence de résolution pour 1143 cas, qui représentent près de 60% du total, demeure une source d'inquiétude significative pour les autorités. L'étude souligne toutefois que ce nouveau cadre devrait se révéler précieux à plus long terme pour résoudre les situations d'insolvabilité alors que les lois régissant les faillites en Inde n'étaient auparavant pas consolidées.

- Les emprunts commerciaux extérieurs des groupes indiens (ECB) ont atteint 2,8 Mds \$ en février.** La Banque centrale (RBI) recensait au total 88 levées de fonds vis-à-vis des non-résidents, contre 77 au mois de janvier pour un montant de 2,4 Mds \$. Bien qu'en léger recul par rapport au pic de 4,8 Mds \$ du mois d'août (voir ci-contre), ce chiffre, égal à la moyenne des emprunts sur douze mois glissants (2,8 Mds \$) confirme le dynamisme de l'endettement extérieur des groupes indiens, qui s'affichait au total à 29,2 Mds \$ sur les 11 premiers mois de

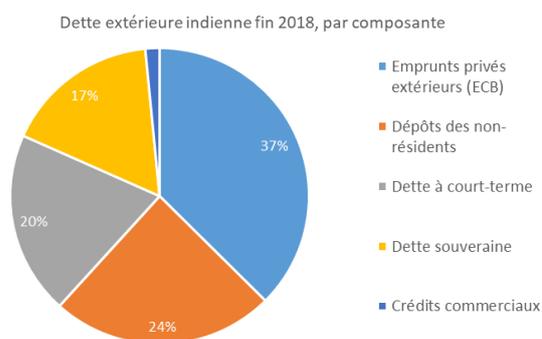




l'exercice 2018-19, en hausse de 22% par rapport au niveau atteint un an plus tôt au cours de la même période.

L'ensemble des opérations ont été réalisées par la voie automatique, à l'instar de l'emprunt à 10 ans de 550 M \$ réalisé par la compagnie pétrolière nationale *Oil India Ltd*, qui apparaît comme l'opération la plus importante de la période devant les levées de fonds du groupe *Shriram Transport Finance Company Ltd* (400 M\$ à trois ans), de l'institution financière non-bancaire *Mahindra & Mahindra Financial Services Ltd* (300 M\$ sur 3 ans) ou bien la filiale de financement immobilier du groupe Tata, *Capital Housing Finance Ltd* (pour 200 M\$ sur 3 ans)

L'accroissement du recours aux emprunts extérieurs, qui représentent pour mémoire la principale composante de la dette extérieure indienne, traduit l'attractivité pour les groupes indiens (en particulier lorsqu'ils réalisent une part importante de leurs recettes en devises étrangères) des conditions de financement offertes par les marchés tiers. Les groupes indiens emprunteraient, en moyenne, à un taux de 150 à 200 points de base au-dessus du *LIBOR* à six mois pour leurs prêts extérieurs à taux variable ; ils seraient par ailleurs en mesure d'accéder à des taux de 1,2 à 10,5% pour leurs emprunts à taux fixes. Les analystes s'attendent, dans ce contexte, à ce que les emprunts extérieurs continuent à progresser, notamment suite à l'assouplissement par la Banque centrale en février dernier de la réglementation afférente aux emprunts extérieurs dans le cadre des procédures de résolution d'insolvabilité.



#### AUTRES INFORMATIONS

- Le gouvernement reporte de nouveau la mise en place de mesures tarifaires à l'encontre des exportations américaines au 16 mai.** Ces mesures avaient été décidées pour rappel en juin 2018 en réponse au relèvement des droits américains à l'importation sur l'aluminium et l'acier en mars 2018 (1,5 Md \$ d'exportations annuelles vers les États-Unis). Ainsi, le gouvernement indien avait notifié à l'OMC, suite au refus américain de considérer la demande d'exemption qu'il lui avait transmise en avril, son intention d'augmenter à compter du 4 août les taxes à l'importation sur 29 produits américains, pour lesquels ses importations sont actuellement valorisées à 240 M\$. Y figureraient notamment les pommes, les amandes, les noix, ou encore certains produits de l'industrie de l'acier.

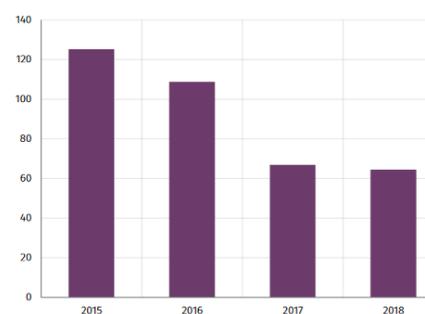
**Une décision qui reflète les négociations actuelles avec l'administration américaine au sujet de la décision de cette dernière de retrait de l'Inde du Système de Préférences Généralisées (SPG).** Jusqu'à présent exonérés de droits de douane, dans le cadre du programme américain SPG, plus de 1900 produits à l'exportation pourraient ainsi être taxés et normalisés selon les conditions définies par l'OMC et la clause de la nation la plus favorisée. Impulsée par le Président américain Donald Trump, cette décision américaine a notamment été justifiée par les préoccupations quant à la conformité de l'Inde vis-à-vis des exigences d'accès au marché. Une décision qui sera dès lors discutée lors de la visite attendue du Secrétaire au commerce américain, Wilbur Ross, en Inde dans les prochains jours.



## MALDIVES

- Recul des transferts financiers de migrant sortants en 2018.** Selon la Banque Centrale maldivienne (MMA) les sorties de capitaux liées aux transferts financiers des travailleurs étrangers résidant aux Maldives se sont élevées à 64,5 M USD l'an dernier. Elles enregistrent une baisse de 3,0% par rapport à 2017, poursuivant le déclin amorcé depuis trois ans (recul de 48% par rapport à 2015) suite à l'instauration d'une taxe sur ce type de transferts financiers entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2016. Le Bangladesh demeure la principale destination de ces capitaux (39% du total), toutefois en recul de 19,0% comparé à 2017. Viennent ensuite l'Inde (15% du total), Sri Lanka (8%), le Népal (7%) et l'Indonésie et les Philippines (7% chacun). Selon la MMA, les transferts financiers des travailleurs maldiviens expatriés se sont élevés à 4,8M USD en 2018 (+3,2%).

Figure 47: Outward Remittance, 2015-2018  
(millions of US dollars)



Source: Maldives Monetary Authority

- Croissance des arrivées touristiques au premier trimestre 2019.** Selon le Ministère du Tourisme, le nombre de touristes ayant visité le pays au cours des trois premiers mois de l'année (T1 2019) s'est élevée à 482 979, soit un accroissement de 14,8% en glissement annuel. Sur la période considérée, c'est le mois de février qui a enregistré le plus grand nombre de touristes (168 583, +16,8% en g.a). La Chine demeure le premier pourvoyeur de touristes dans l'archipel, avec 15,9% du total (+5,6% en g.a), devant l'Italie (11% du total ; +27,4%), et l'Allemagne (7,7% ; +13,6%). Le France se classe en sixième position, avec 26 692 touristes au cours du T1 2019 (+28,0% ; 5,5% des arrivées). Au total, les voyageurs provenant d'Europe constituent 56% du contingent de touristes aux Maldives. En 2018, le pays a enregistré 1,4 M d'arrivées touristiques, et vise à atteindre les 1,5 M cette année.

## NEPAL

- Signature de l'accord de transit et d'utilisation des ports avec la Chine.** L'accord sur le transport et le transit de marchandises népalaises (*Transit and Transport Agreement*) a été signé lors d'une réunion entre le Président népalais, Bidya Devi Bhandari, et son homologue chinois, Xi Jinping, le 29 avril à Pékin à l'occasion de la visite du Président népalais au second forum « Belt and Road Forum » du 25 au 27 avril en Chine. L'accord permet ainsi au Népal l'utilisation de quatre ports maritimes chinois (Tianjin, Lianyungang, Shenzhen et Zhanjiang) ainsi que des ports secs frontaliers de Lanzhou, Lhasa et Xigatse. Cette décision fait notamment suite à la visite officielle du premier ministre népalais en Chine en juin 2018, et à la signature, en 2016, d'un accord bilatéral qui devait permettre aux entreprises népalaises de faire transiter leurs marchandises par les voies maritimes chinoises.

Cette annonce, qui s'inscrit dans l'objectif népalais de réduction de sa dépendance au voisin indien et de désenclavement du pays, devrait également faciliter, selon les autorités



népalaises, l'accès des exportateurs aux marchés d'Asie du Sud, voire à des régions plus distantes.

- **Les recettes des administrations centrales ont progressé de 17,5% en glissement annuel sur les huit premiers mois de l'exercice budgétaire (mi-juillet 2018/mi-mars 2019).** Bien qu'en-deçà du rythme de croissance enregistré un an plus tôt pour la même période (+ 22,2%), elles demeurent bien orientées et atteignent 509 Mds NPR.

Cette dynamique tient essentiellement à l'évolution plus rapide qu'attendue des recettes au titre de la TVA, qui s'affichent en hausse de 21,1% sur huit mois à 153 Mds NPR. Un dynamisme qui témoigne de la vigueur de la consommation des ménages à l'aune de la bonne orientation des entrées de fonds de migrants. En outre, on notera la hausse soutenue des recettes liées à l'imposition sur le revenu (+ 23,2% à 106 Mds NPR), aux droits de douanes (+ 23,2% à 104 Mds NPR), ainsi qu'à l'accélération des droits d'accises (+27,5% à 78 Mds NPR).

- **Les dépenses des administrations centrales étaient quant à elles estimées à 520 Mds NPR à la mi-mars,** dont 392 Mds NPR (+0,7%) au titre des dépenses courantes, 85,2 Mds NPR (-1,4%) au titre des dépenses d'investissement et 42 Mds NPR (+ 38%) au titre des dépenses de financement.
- **Le solde budgétaire était ainsi excédentaire de 8,9 Mds NPR (71 M€) après huit mois d'exécution budgétaire,** contre un déficit de 54 Mds NPR à la même période au cours de l'exercice précédent. Ainsi, l'évolution des recettes, qui s'affichaient à 528 Mds NPR (4,2 Mds €) à la mi-mars, apparaît dans l'ensemble conforme au calendrier de recouvrement (en hausse de 16,7% en glissement annuel), alors que le niveau de dépenses ressort en revanche nettement retrait à 520 Mds NPR, soit une hausse contenue de 2,6%. Une fois pris en compte les prêts à l'étranger (+ 122% à 44 Mds NPR), l'apport aux fonds nationaux comme le fonds de reconstruction nationale et les reliquats du dernier exercice, le solde net de financement demeure positif à 132 Mds NPR sur huit mois.

## PAKISTAN

- **Nouvelle mission du Fonds monétaire international au Pakistan.** Une délégation conduite par Ernesto Ramirez Rigo est arrivée à Islamabad le 29 avril pour discuter des détails du programme qui pourrait être adopté – et serait alors le 19<sup>ème</sup> pour le Pakistan. Pour mémoire, une équipe du FMI s'était déjà rendue au Pakistan en novembre 2018 suite à la demande officielle de mise en place d'un nouveau plan d'aide adressée par les autorités pakistanaises début octobre 2018. Un accord de principe entre les autorités pakistanaises et les équipes techniques du Fonds aurait ensuite été trouvé lors des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington qui se sont tenues du 8 au 14 avril. Une nouvelle rencontre entre le Premier ministre Imran Khan et la Directrice générale du FMI Christine Lagarde a également eu lieu le 26 avril à Pékin, en marge de la deuxième édition du *Belt and Road Forum*.

Alors que 27 Mds USD de la dette extérieure du pays arriveront à échéance au cours des deux prochaines années selon le Fonds, le projet de memorandum de politiques économiques et financières n'a pas été rendu public à ce stade. La presse locale fait toutefois état d'un objectif d'augmentation des recettes publiques fixé à 2,6 % du PIB sur trois ans (durée attendue du programme), dont +1,1 % du PIB sur l'exercice budgétaire 2019/20, +0,9 % en 2020/21 et +0,6% en 2021/22. La mise en place d'une TVA unique sur les biens et services (avec un taux



de 17%) a également été évoquée, tout comme les contours que pourrait prendre la réforme des entreprises publiques. La présentation du projet de loi de finance pour le prochain exercice budgétaire 2019/20 est quant à elle attendue courant mai.

- **Le Pakistan parmi les 20 Etats les plus dépensiers en matière de défense.** Selon le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (*SIPRI Yearbook 2018*), le montant total des dépenses militaires du Pakistan s'élevait à 11,4 Mds USD en 2017. Les dépenses militaires représentaient ainsi 4 % du PIB du pays, soit leur niveau le plus haut depuis 2004. Le rapport souligne en outre une hausse des dépenses militaires du pays de 73 % entre 2009 et 2017. Au cours du seul exercice budgétaire 2017/18, les dépenses militaires ont augmenté de 11 % en glissement annuel. A titre de comparaison, si les dépenses militaires indiennes s'affichaient à 66,5 Mds USD en 2017 (4<sup>ème</sup> rang mondial), elles ne représentaient que 2,4 % du PIB indien (contre 2,9 % en 2009). Le Pakistan se place par ailleurs au 9<sup>ème</sup> rang mondial des importateurs d'armes majeures sur la période 2013-2017 et compte pour 2,8% des importations mondiales.
- **Décélération des rapatriements de bénéfices et de dividendes au cours des neuf premiers mois de l'exercice budgétaire 2018/19.** Ces derniers ont atteint 1 Md USD entre juillet 2018 et fin mars 2019, à comparer à 1,6 Md USD au cours de la période correspondante un an plus tôt, soit un recul de 34,4 % en glissement annuel. Alors que le rapatriement des bénéfices et des dividendes demeure libre au Pakistan, cette évolution s'explique principalement par la forte dépréciation de la roupie par rapport au dollar et au ralentissement attendu de l'activité économique. 84,7 % de ces rapatriements sont issus des IDE et 15,3 % des investissements de portefeuille. En termes sectoriels, le montant le plus important a été rapatrié par les entreprises œuvrant dans le secteur énergétique (384 MUSD), les industries minières et extractives (168,2 MUSD) et les services financiers (137,5 MUSD). Sur la même période (juillet 2018 à mars 2019), les flux nets d'IDE se sont portés à 1,3 Md USD.
- **Visite officielle du Premier ministre pakistanais en Chine.** Imran Khan s'est rendu à Pékin du 25 au 28 avril 2019 avec une délégation ministérielle comprenant notamment le Conseiller du Premier ministre pour le commerce, Abdul Razak Dawood, et le Conseiller chargé des finances, Abdul Hafeez Shaikh. Dans son discours prononcé lors de la cérémonie d'ouverture de la deuxième édition du *Belt and Road Forum*, le Premier ministre a réitéré l'engagement indéfectible du Pakistan à mettre en œuvre les projets prévus dans le cadre du corridor sino-pakistanaï (CPEC) et sa volonté d'élargir ce dernier aux secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'éducation. Outre la signature d'un accord de libre-échange révisé (cf. brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud pour la période du 19 au 25 avril), plusieurs protocoles d'entente relatifs à l'achèvement des études préliminaires pour les projets de modernisation de la ligne ferroviaire ML-1 (de Peshawar à Karachi) et la construction d'un port sec à Havelian ou encore à la mise en place de la zone économique spéciale de Rashakai ont été signés au cours de cette visite.



## SRI LANKA

- L'inflation poursuit son accélération en avril.** L'inflation mesurée par le *Colombo Consumer Price Index* (CCPI) a accéléré pour le quatrième mois consécutif en avril, s'affichant à +4,5% en glissement annuel (après +4,3% en mars en g.a). Les prix des biens alimentaires ont de nouveau reculé en avril (-0,9% en g.a), contribuant à hauteur de -0,3 point de pourcentage à l'inflation totale. Les biens alimentaires ont contribué à hauteur de 4,8 points à l'inflation totale, grâce à une nouvelle accélération significative de leurs prix (+6,8% en g.a en mars, après +6,7% en mars et +6,4% en février).
- | Month | CCPI 2017/18 | CCPI 2018/19 | Inflation 2018/19 |
|-------|--------------|--------------|-------------------|
| Apr   | 116.0        | 120.0        | 4.0               |
| May   | 117.0        | 121.0        | 4.0               |
| June  | 118.0        | 122.0        | 4.0               |
| July  | 119.0        | 123.0        | 4.0               |
| Aug   | 120.0        | 124.0        | 4.0               |
| Sep   | 121.0        | 125.0        | 4.0               |
| Oct   | 122.0        | 126.0        | 4.0               |
| Nov   | 123.0        | 127.0        | 4.0               |
| Dec   | 124.0        | 128.0        | 4.0               |
| Jan   | 125.0        | 129.0        | 4.0               |
| Feb   | 126.0        | 130.0        | 4.0               |
| Mar   | 127.0        | 131.0        | 4.0               |
| Apr   | 128.0        | 132.0        | 4.0               |
- Montant record d'investissement étranger à Sri Lanka en 2018.** Dans son rapport annuel pour l'année 2018, la Banque Centrale (CBSL) indique que les flux d'investissement direct étranger à Sri Lanka ont atteint 2,1 Mds USD l'an dernier, contre 1,9 Md USD en 2017, soit une croissance de +38,4% sur un an. Ce montant estimé par la CBSL est toutefois inférieur à celui du Bureau des Investissements sri lankais (BOI), qui estime le montant d'IDE entrants à 2,4 Mds USD l'an dernier. Selon la CBSL, les infrastructures (portuaires et de télécommunications essentiellement) ont été le premier secteur récipiendaire d'IDE l'an dernier, avec 75% du montant total (1,8 Md USD, +70% comparé à 2017). En particulier, près de 35% des IDE totaux sont imputables aux investissements chinois dans le port d'Hambantota (827,6 M USD). Les investissements étrangers dans le secteur manufacturier s'affichent quant à eux en baisse par rapport à 2017 (-16,1%, à 291,5 M USD, 12,3% du total), tout comme ceux du secteur des services (-5,2%, 301,3 M USD, 12,7% du total).
  - Millenium Challenge Corporation (MCC) approuve un don de 480 M USD pour Sri Lanka.** Le financement de l'agence publique américaine, intégralement en don et non lié, sera déboursé sur une période de cinq ans. Il comprendra (i) un projet de développement des transports en commun dans la métropole de Colombo afin de réduire la congestion du trafic dans la capitale, centré sur la modernisation du réseau de bus de villes (ii) un programme de rénovation de 131 kilomètres de routes afin de mieux relier les provinces de Sabaragamuwa, d'Uva, de l'Est, du Centre Nord, et de Wayamba à la capitale, et (iii) un projet de développement du cadastre, qui prévoit notamment la création d'un système d'évaluation foncière dans huit districts du pays.

### Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D



**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, P. Pillon, A. Boitière, J. Deur, P-H. Lenfant et A. Perriot.

Version du 03/05/2019